

Alignement. Un défi de taille attend le nouveau président de la République, celui de mettre un terme aux différences clivantes. Différences de points de vue, d'intérêts, de perspectives. Peut-être en est-il de même pour les entreprises. Pour elles, l'un des enjeux majeurs ne serait-il pas, au fond, de co-construire ou de reconstruire un projet clair, vaste et solide, un projet qui intègre les intérêts de **toutes les parties** constituant les divers milieux dans lesquels elles évoluent ? Le champ est immense et il nécessite d'importants investissements et une énergie considérable. Mais les personnes qui accepteront de participer à cette co-construction voudront avoir la certitude absolue de ne pas être manipulées. Cela nécessite de rétablir la confiance, d'aménager de véritables espaces de dialogue, voire de négociation, de faire des concessions et d'apporter des garanties solides. Et ce afin de démontrer une volonté sincère d'aligner les intérêts de l'entreprise et ceux de la collectivité.

INSTITUTIONS, REGLEMENTATIONS

Engagement actionnarial, Etats-Unis

L'administration Trump veut démanteler l'engagement actionnarial outre-Atlantique

Le 26 avril dernier, la nouvelle version du projet de loi ([Financial Choice Act](#)) visant à modifier la loi américaine Dodd-Frank, adoptée en 2010 pour réformer le marché financier à la suite de la crise de 2008, a été validée par la commission des finances de la Chambre des représentants. Cette nouvelle mouture a fait réagir très vivement les organisations d'actionnaires, d'investisseurs engagés et de consommateurs, car elle remet en cause la démocratie actionnariale et **affaiblit considérablement certains mécanismes présidant à la grande vitalité de l'engagement actionnarial aux Etats-Unis**. La section 844 du projet supprime notamment la possibilité de déposer un projet de résolution à l'ordre du jour des assemblées générales d'une société cotée dès lors qu'un actionnaire dispose d'un montant minimal en actions de ladite société (actuellement 2 000 dollars). Désormais, **il serait obligatoire de détenir au moins 1 % des parts pour déposer un projet de résolution** et ce pendant une période qui passerait de un à trois ans. De plus, le projet prévoit d'augmenter considérablement le pourcentage de voix obtenues lors d'un vote par un projet de résolution refusé par une assemblée pour pouvoir présenter à nouveau ce projet lors d'une assemblée ultérieure. Par ailleurs, la section 862 abroge purement et simplement la section 1502 de la loi Dodd-Frank relative aux mesures devant être prises par les sociétés pour identifier l'origine de certains minerais susceptibles d'alimenter les conflits en République démocratique du Congo, ainsi que la section 1504 qui demande aux entreprises extractives de publier certains versements faits aux gouvernements.

Foncier, agriculture, Sénégal

Le Sénégal brade ses terres agricoles et mécontente la population

Le gouvernement sénégalais, qui peine à atteindre son objectif – une autosuffisance du pays en riz –, semble décidé à user de nouvelles méthodes pour respecter son engagement, au risque de susciter des protestations de la part de la société civile. **La location de 10 000 ha de terres agricoles au promoteur immobilier marocain Addoha** a ainsi provoqué la colère des populations locales, qui insistent sur la somme dérisoire versée par l'entreprise (l'équivalent de 3 millions d'euros) pour la durée du bail (quarante ans) et l'attribution d'une si grande surface, et ce alors même que cette société n'exerçait jusque-là aucune activité agricole. Les parcelles se situent au nord du pays, sur les berges du fleuve Sénégal, dans le périmètre des communes de Dodel et de Demette, où la terre est riche et la culture du riz très développée.

Environnement, mines, Salvador, Philippines

Fortunes diverses pour les pourfendeurs des dégâts écologiques causés par l'industrie minière

Le 29 mars dernier, le Parlement du Salvador votait en faveur de **l'interdiction de toutes les mines de métaux sur son territoire**, faisant de ce petit pays, dont 90 % des eaux de surface seraient polluées par des substances chimiques, des métaux lourds ou divers déchets, le premier au monde à adopter une telle disposition. De l'autre côté du Pacifique, la croisade menée depuis dix mois par la ministre philippine de l'Environnement, Regina Lopez, s'est terminée de façon moins heureuse, puisque **la commission des nominations du Congrès philippin a refusé, le 3 mai, de la confirmer à son poste**. Ses partisans y voient le résultat des pressions exercées par l'industrie minière depuis que l'ex-ministre a ordonné, le 2 février dernier, pour des raisons environnementales, la fermeture ou la suspension de 28 mines sur les 41 que compte le pays et annoncé son projet d'annuler 75 licences d'exploitation.

Climat, monde

Plusieurs grands groupes militent pour une réduction de moitié des GES d'ici à 2040

L'Energy Transition Commission (ETC) est une organisation internationale qui regroupe de nombreux acteurs intéressés par les questions climatiques, dont des grandes entreprises issues de secteurs liés à l'énergie. Elle a publié le 25 avril une [étude](#) dans laquelle elle explique qu'il est tout à fait possible de réduire de moitié les émissions de CO₂ dans le monde d'ici à 2040 à condition de s'y prendre dès maintenant. Cette approche peut surprendre de la part de certains membres d'ETC et pourrait presque se rapprocher des thèses soutenues par certaines associations écologistes, comme Greenpeace qui présentait en septembre 2015 une [étude](#) indiquant qu'il était possible de parvenir à 100 % d'énergie renouvelable d'ici à 2050. L'étude de l'ETC souligne notamment qu'on pourrait **porter à 80 % la part d'énergie renouvelable dans le bouquet électrique mondial** d'ici à 2040 (à condition que le prix du mégawatt-heure distribué soit inférieur à 70 dollars tous frais compris). **D'autres conditions doivent être réunies** pour parvenir à réduire de moitié les rejets de CO₂ : réaliser des progrès substantiels dans les technologies permettant de « décarboner » les secteurs difficiles à électrifier, accélérer largement les progrès en matière d'efficacité énergétique, réduire de 70 % la consommation de charbon et de 30 % celle de pétrole. Ces préconisations pourraient toutefois n'être que partiellement « validées » par les associations. Parmi les entreprises membres d'ETC, on relève l'entreprise minière BHP Billiton, la compagnie pétrolière Shell et les sociétés françaises Veolia, Saint-Gobain et Schneider Electric. Hasard du calendrier, **le lendemain, seize grands groupes**, parmi lesquels on retrouve BHP Billiton, Shell et Schneider Electric, ont adressé une lettre à Donald Trump pour lui exprimer leur soutien à l'accord de Paris sur le climat et l'exhorter à ne pas sortir de cet accord.

Climat, ressources, Etats-Unis

Point sur les engagements climatiques dans les rapports des entreprises américaines

Le WWF, CERES (qui promeut le développement durable dans la finance), le CDP et la société de gestion Calvert ont publié leur étude annuelle [Power Forward 3.0](#), qui analyse les engagements liés à la consommation d'énergie et aux rejets de GES des entreprises américaines appartenant à la liste Fortune 500. **On note un nombre croissant de sociétés qui publient des objectifs portant sur l'un de ces deux thèmes (48 % contre 43 % en 2015)**. Par ailleurs, le rapport met en évidence le nombre d'entreprises publiant des objectifs basés sur la recherche scientifique (23), comme celle conduite par la Science Based Targets Initiative (un partenariat entre ONG et institutions internationales), ainsi que les sociétés visant un approvisionnement en énergie 100 % renouvelable (20). **Parmi les secteurs les plus engagés**, on note celui des produits de consommation courante (72 % de ces entreprises ont publié un objectif), celui des services aux collectivités (66 %) et celui des matériaux de construction (65 %). Le secteur de l'énergie, déjà en queue de peloton en 2015 (22,5 %), régresse encore (11 % en 2016). En 2016, 155,7 millions de tonnes d'émissions en équivalent CO₂ ont été évitées par rapport à 2015. **L'étude souligne que ce résultat environnemental se traduit également par une meilleure performance économique**. Ainsi, les 190 entreprises qui ont publié ces données ont réduit les coûts de leurs approvisionnements énergétiques de 3,7 milliards de dollars grâce à leur politique d'efficacité énergétique.

PARTIES PRENANTES ENGAGEES

Transparence, transport, Etats-Unis

Un lanceur d'alerte récompensé pour avoir dénoncé les actes de pollution de son employeur

Le 19 avril 2017, la justice américaine a accordé un million de dollars à Christopher Keays, un ingénieur écossais qui a dénoncé en août 2013 le rejet d'hydrocarbures en mer par le *Carribbean Princess*, un bateau de croisière sur lequel il était employé et qui appartient à la compagnie Princess Cruise Liners, une filiale du géant américain Carnival Corporation. Le lanceur d'alerte, qui occupait lors de cette traversée son premier poste, avait accumulé les preuves démontrant que **le bateau utilisait régulièrement un système parallèle pour évacuer les résidus d'hydrocarbures**, évitant ainsi les coûts de stockage et de prise en charge de ces déchets, et avait prévenu les autorités lors de la première escale du bâtiment. Tout en confirmant la sanction de 40 millions de dollars d'amende à l'encontre de la compagnie, la justice américaine a reconnu les risques pris par l'ingénieur – afin de collecter des preuves – pour la suite de sa jeune carrière, forcément pénalisée par l'affaire.

Flux financiers, monde

Les flux financiers illicites vers et en provenance des PED ne faiblissent pas

Le centre de recherche américain à but non lucratif Global Financial Integrity (GFI) a publié le 1^{er} mai la septième édition de son [étude](#) sur les flux financiers illicites (entrées et sorties illégales de capitaux) vers et en provenance des pays en développement. Ces flux ont des origines diverses, mais le rapport souligne que l'essentiel provient de facturations falsifiées (87 % des montants en moyenne sur la période 2005-2014, soit 12,4 % du commerce de ces pays). Ces falsifications participent au blanchiment d'argent, à l'évasion

fiscale et à la corruption. Sur la période 2005-2014, la moyenne annuelle des flux financiers illicites a ainsi enregistré une progression se situant entre 8,5 % et 10,4 %. **Ces flux ont atteint un montant global que le GFI évalue entre 2 000 et 3 500 milliards de dollars et ils représentent entre 14,1 % et 24,0 % du commerce des PED** (importations et exportations). Enfin, l'Afrique subsaharienne enregistre la part la plus élevée des sorties de capitaux illicites au regard de son commerce extérieur (7,5 %).

Partage de valeur, hydrocarbures, Pérou, Canada

Des Amérindiens demandent à une société pétrolière de les indemniser pour l'utilisation de leur terre

Au Pérou, 600 Amérindiens ont pris le contrôle d'un champ d'hydrocarbures et demandé à l'opérateur, la compagnie pétrolière canadienne Pacific Exploration & Production, de payer des indemnités pour l'utilisation de leur terre. De son côté, la société explique que des accords ont été conclus avec dix-huit des dix-neuf communautés environnantes, mais qu'aucun paiement n'a, pour l'instant, été prévu. Ce conflit réveille **le débat sur les bénéfices dont les peuples autochtones peuvent espérer jouir en cas d'exploitation de leurs territoires**. Principalement implantée en Colombie, la société n'en est pas à son premier conflit d'ampleur. Elle a notamment fait face en 2011 à la révolte de 12 000 employés colombiens qui protestaient contre leurs conditions de travail.

Environnement, développement, énergie, Bangladesh

Protestations contre la construction de deux centrales à charbon au Bangladesh

Soixante-dix associations environnementales issues de nombreux pays ont adressé une lettre ouverte à l'Unesco pour lui demander de se saisir d'urgence du cas de la forêt des [Sundarbans](#) au Bangladesh. Cette forêt classée au patrimoine mondial par l'organisation et qui couvre notamment le delta du Gange et du Brahmapoutre constitue la **plus grande forêt de mangrove au monde**. Elle est aujourd'hui menacée par la construction, à proximité, de deux centrales à charbon. Les associations s'inquiètent des conséquences que ces projets auront sur la biodiversité, sur le réchauffement climatique et sur les populations locales. Selon le National Committee to Protect Oil, Gas, Mineral Resources, Power and Ports, un groupe d'influence local, ces projets affecteront les conditions de vie de plusieurs centaines de milliers de personnes. En dépit de manifestations parfois violentes ayant conduit au décès de plusieurs protestataires, le gouvernement estime que les besoins énergétiques du pays sont une priorité et il entend poursuivre son projet de construction de vingt-cinq centrales à charbon d'ici à 2022.

INVESTISSEMENT RESPONSABLE

Environnement, finance, Afrique

Le secteur privé fait une timide entrée sur le marché des « green bonds » en Afrique

En 2017, le volume d'émission des obligations vertes (*green bonds*) pourrait doubler par rapport à 2016 pour atteindre 200 milliards de dollars selon l'agence de notation Moody's. En principe, ces emprunts visent à financer des projets à connotation environnementale. Mais pour les associations écologistes, les règles qui président à la définition des projets et au contrôle de l'utilisation des fonds doivent encore être renforcées pour être crédibles. Par ailleurs, si l'Europe et surtout l'Asie ont largement participé à ce mouvement, **l'Afrique reste, de très loin, le parent pauvre**. Le 21 avril, la Société financière internationale (SFI), filiale de la Banque mondiale, et le gestionnaire d'actifs Amundi, filiale du Crédit agricole, ont annoncé la création d'un fonds d'obligations vertes de 2 milliards de dollars baptisé Green Cornerstone et destiné aux pays émergents, dont les pays africains. Ce début sur le plan international s'accompagnera sans nul doute d'une vigilance accrue des ONG sur l'utilisation qui sera faite des fonds.

ENTREPRISES (initiatives & controverses)

Emploi, restauration, Royaume-Uni

Au Royaume-Uni, les contrats « zéro heure » suscitent des inquiétudes économiques

Dans les années 70, la chaîne de restauration McDonald's a été la première société au Royaume-Uni à utiliser les contrats dits « zéro heure » (**dans lesquels l'employeur ne prend aucun engagement en matière de durée fixe de travail**) et 90 % de ses effectifs disposeraient aujourd'hui de ce type de contrat. Mais le groupe a décidé de changer de politique et de proposer des « contrats fixes » avec la garantie d'un minimum d'heures pour ses employés, après une première expérimentation menée dans plusieurs sites (dans lesquels, finalement, 80 % des employés ont décidé de conserver un contrat « zéro heure »). **Ces contrats sont vivement critiqués outre-Manche en raison de la précarité et de l'instabilité sociale qu'ils induisent pour les employés** (difficulté pour accéder à un logement de location, à des services financiers). En outre, ces employés, moins payés que leurs collègues ayant un « contrat fixe », bénéficient aussi de moins de droits. La préoccupation s'accroît dans la société civile à mesure que le nombre de ces salariés augmente : **de 2008 à 2016, ils seraient passés de moins de 200 000 personnes à plus de 900 000**. En effet, à côté des craintes sociales, des inquiétudes économiques commencent à poindre. Selon une [étude](#) de la fédération des syndicats britanniques

Trades Union Congress, le développement de l'emploi précaire (contrats « zéro heure », auto-entrepreneuriat...) aurait réduit de 5,3 milliards de livres les recettes fiscales de l'Etat entre 2006 et 2016.

Egalité des chances, déchets, France

Associer recyclage et insertion, un succès qu'il importe de généraliser

Le groupe agroalimentaire Danone et la Fondation agir contre l'exclusion (FACE) se sont associés en juillet 2016 à la start-up Lemon Tri, qui propose des machines de tri incitant à recycler les déchets plastiques, pour créer Lemon Aide, une entreprise entièrement dédiée à l'accompagnement et à la réinsertion de personnes éloignées de l'emploi. Cette société est spécialisée dans la collecte, le tri et le conditionnement des déchets, lesquels sont ensuite envoyés chez des recycleurs pour une valorisation matière. Le 25 avril, Lemon Aide a célébré ses premiers mois d'activité prometteurs avec **des succès sur le plan social** (cinq de ses six agents ont retrouvé un emploi) **et économique** (elle s'attend à multiplier son chiffre d'affaires par trois d'ici à 2019). Une performance qui devrait inciter à chercher de nouveaux modes d'organisation pour sortir de l'expérimentation et généraliser ce type d'initiative...

Economie circulaire, travaux publics, Royaume-Uni

Construire les routes à partir de plastique usagé, une fiction ?

La BBC a présenté dans une [vidéo](#) un nouveau procédé mis au point par l'ingénieur écossais Toby McCartney consistant à remplacer une grande partie du bitume composant l'asphalte des routes par des déchets de plastique. Selon son inventeur, ce procédé serait non seulement plus écologique et plus robuste, mais aussi moins cher que les techniques traditionnelles. Cette méthode est déjà testée dans le comté de Cumbrie (nord-ouest de l'Angleterre).

Environnement, textile

La Silicon Valley et l'industrie de la mode s'allient pour accélérer les pratiques écologiques

D'innombrables contraintes environnementales entourent l'industrie de la confection et de la mode : le coton est produit dans des régions à fort déficit hydrique ; il existe encore peu de processus de recyclage économiquement viables pour des matières comme le coton ou les polyesters ; les polyesters seraient eux-mêmes à l'origine d'un tiers des rejets de microbilles ; la viscose peut contribuer à la déforestation ; les teintures peuvent provoquer une pollution des cours d'eau, etc. **En dépit des innovations, les défis sont encore considérables.** Aussi Plug and Play (un incubateur de start-up de la Silicon Valley qui a notamment lancé Dropbox et PayPal), Fashion for Good (une plate-forme visant à permettre l'émergence d'une industrie de la mode plus respectueuse de l'environnement, ainsi que des conditions de vie et de travail) et la société de luxe française Kering ont-ils décidé de **créer un accélérateur de start-up (Plug and Play-Fashion for Good)**. Les [douze finalistes](#) de la première promotion ont débuté, le 24 avril, un programme de trois mois qui leur permettra de monter en puissance. Une deuxième session de sélection est prévue au cours de l'année.

Corruption, banques, France, Libye

La Société générale conclut un accord pour mettre fin à un litige pour corruption présumée

Le 7 mars 2014, la Libyan Investment Authority (LIA, fonds souverain libyen) avait assigné la Société générale devant les juridictions anglaises pour des faits de corruption et réclamait à la banque une compensation de 2,1 milliards de dollars (voir [IE n° 238](#)). Le 4 mai, le groupe bancaire a annoncé qu'il avait signé un accord avec la LIA, en vertu duquel il paiera 963 millions de dollars au fonds souverain pour mettre fin au contentieux et éviter ainsi un long procès.

EN BREF

Selon une [étude](#) réalisée par le *think tank* allemand Adelphi, les changements climatiques participent au développement du terrorisme et du crime organisé.

La [norme ISO 20400](#) sur les achats responsables adoptée en février dernier vient d'être publiée.

L'Agence internationale pour les énergies renouvelables (Irena) vient de publier ses [statistiques](#) sur les capacités renouvelables dans le monde.

La CGT dénonce dans un [communiqué](#) un plan de 1 900 suppressions de poste chez Engie, qui concernerait notamment le transfert de centres d'appel vers des pays à bas coût de main-d'œuvre.

Prix de l'abonnement d'un an à **Impact Entreprises**, soit 22 lettres électroniques : 117 euros.

Adressez vos commandes d'abonnement à : CFIE, 52 bd Ornano – 75018 Paris